

histoire
politique
société

le débat

États-Unis : anatomie d'une élection surprise

Didier Combeau, Godfrey Hodgson, Denis Lacorne, Vincent Michelot, Roger Persichino

Israël : les dérives de la démocratie

Charles Enderlin, Ran Halévi, Tamar Hermann, Matti Steinberg

État islamique : quel califat ? quel islam ?

Xavier Raufer, Mahnaz Shirali

Brexit : du bon usage du référendum

Élie Cohen, Gérard Grunberg, Francis Hamon, Bernard Manin, Robert Tombs

Le numérique et l'idée de l'homme

Pierre Beckouche, Guy Vallancien

Marcel Gauchet : Pourquoi *L'Avènement de la démocratie* ?

numéro **193** janvier-février 2017

le débat
numéro **193** janvier-février 2017

Gallimard

Xavier Raufer

L'État islamique, objet terroriste non identifié

La panique médiatique régnait depuis le printemps 2014, telle une monstrueuse métastase, la tache verte de l'« État islamique » s'étalait sur la carte du Proche-Orient. Pis, ce « califat » autoproclamé gagnait sans cesse du terrain. Or, tout aussi brutalement, le ressenti médiatique change à l'été 2016. L'État islamique est aux abois, son anéantissement proche.

Mais la menace n'a pas disparu pour autant. Un changement d'organisation ou de *management* dans la langue des écoles de commerce n'est pas à confondre avec une disparition. Le « califat » semble bel et bien s'affaiblir, en effet, mais *pourquoi* ? Est-ce seulement parce qu'il est en train d'être battu militairement ou, plus profondément et subtilement, parce qu'il a joué son rôle ? Sa partition que d'aucuns – disons, ses marionnettistes – lui avaient de longue date assignée ?

Affaire complexe, qui mérite que l'on y aille voir de plus près. En commençant par observer ceci : lentement, sûrement, le tsunami d'informations qui chaque jour nous inonde, le croissant formatage de ces flux de données privent les dispositifs de défense-sécurité de leur cruciale capacité à concevoir l'ennemi. Face aux réels périls de l'époque, cet aveuglement inquiète même les doctrinaires du géant militaire américain. Lisons ce chercheur au US Army War College : « Face à nous, un tourbillon de crimes et de guerre qui ne colle à aucun de nos fameux modèles. Ça finit par rendre tout le monde dingue, tant c'est étranger à notre conception du monde. Résultat : notre pensée n'est plus dans le coup et nos institutions, nos lois, non plus¹. »

Clairement, toutes les entités hostiles apparues depuis la chute du mur de Berlin ont en commun de *ne pas aller de soi*. Or, en Europe, des conflits religieux du XVI^e siècle aux guerres coloniales, l'ennemi est toujours allé de soi. Pour nous Français, selon le cas ou l'époque, c'est le papiste ou le parpaillot, l'Anglais ou le Boche. Mais depuis trois décennies, nous voici privés de ce séculaire confort et ceux qui tuent au cœur même de nos capitales ont aujourd'hui en commun d'être tout sauf évidents.

Face à cette déplaisante réalité, les appareils de défense et de sécurité réagissent en autruches. Négligeant le vieil adage « connais ton ennemi », ces institutions supposent cet ennemi bien connu, et négligeable la phase de diagnostic.

Mais peut-on seulement prévoir l'hostilité humaine ? Penser un affrontement et un ennemi futurs ? Oui, on peut et même, parfois, loin d'avance. Dès 1938, Carl Schmitt dépeint ainsi le désordre mondial de l'avenir : « Une guerre globale largement asymétrique, soustraite à tout contrôle et toute limitation juridique, dans laquelle une grande puissance néo-impériale ne se déploie pas tant, ni seulement, contre des États particuliers que contre des entités de "partisans globaux" (*Kosmospartisanen*) qui opèrent

1. Ioan Grillo, *Gangster Warlords. Drug Dollars, Killing Fields and the New Politics of Latin America*, Bloomsbury (NY), 23016. Le chercheur mentionné se nomme Robert Bunker.

à l'échelle mondiale en usant des moyens et en poursuivant les objectifs de la guerre civile². »

Or, aujourd'hui, sévit à grand fracas médiatique une entité de « partisans globaux », nommée « État islamique » (ci-après EI), « État islamique en Irak et au Levant », ISIS, ISIL, « Daech » ou les « takfiris »³. Notre étude vise à montrer que, si l'on nous abreuve de récits de ses atrocités, de chiffres effarants sur son arsenal et la taille de ses « armées » ; si l'on est au quotidien informé de ses victoires ou défaites – l'essentiel est d'usage négligé : qu'est-ce, au fond, que l'« État islamique » ? Quelle est sa *nature* ?

D'abord, qu'entendons-nous par « nature de l'EI » ? Pour le savoir, comparons cette entité au Hezbollah. Ce qu'est ce « parti de Dieu » est enfantin à définir : milice chiite du Liban, à vocation paramilitaire et parfois terroriste ; équipée, entraînée et pilotée par les forces spéciales de la République islamique d'Iran. Trois lignes : on sait l'essentiel. En revanche, l'indéfinissable EI ne va pas de soi.

Trente ans d'histoire, bientôt

D'emblée, ce rappel : cette trouble entité est tout, sauf un feu follet fanatique ou une fondamentaliste étoile filante. Tout au contraire, et sous plusieurs noms successifs, l'EI existe-t-il depuis bientôt trente ans : on verra plus bas que cette longévité est lourde de conséquences stratégiques. Rappel en quelques dates.

Dès 1989, l'ancêtre de l'EI est fondé en Jordanie sous le nom de « Jund al-Sham » (Les soldats du Levant) par Abou Moussab al-Zarqawi, pour un projet qui n'a pas changé : combattre les ennemis de l'islam : laïcs et nationalistes (à la Saddam Hussein, ou al-Sissi) et d'abord les chiites, qui sont pour Zarqawi un culte proto-chrétien polluant l'islam. Jund al-Sham est voué à la restauration d'un califat qui rassemblera quand Dieu le voudra (*insh'Allah*) tous les musulmans du monde.

En 1999 à Herat (Afghanistan), Jund al-Sham devient « Jamaat al-Tawhid Wal-Jihad » (Association monothéisme et guerre sainte). En 2004, nouveau baptême dans l'Irak sous occupation américaine : Jamaat al-Tawhid devient « Al-Qaida en Mésopotamie ».

En octobre 2006 (Zarqawi ayant été éliminé en juin) le Conseil des moudjahidine en Irak (Al-Qaida en Mésopotamie et ses satellites locaux) fonde l'État islamique en Irak.

En avril 2013, l'État islamique en Irak et des salafistes syriens du « Front pour la victoire des gens du Levant » (Jabhat al-Nosra al-Sham⁴) créent l'État islamique en Irak et au Levant.

Le 29 juin 2014, Abou Bakr proclame le califat et devient « calife » et « commandeur des croyants ». Conquérir l'allégeance de tous les sunnites du monde nécessite une armée : c'est désormais l'« État islamique », tout court. Telle est, à grands traits, l'histoire du présent État islamique.

Mais sous la surface normale des choses, derrière l'apparence que l'EI donne à voir de lui-même : salafisme échevelé, culte de la violence, paranoïa – que d'étrangetés et d'in vraisemblances ! De cela, voici tout de suite un bref exemple : pour les salafistes,

² Carl Schmitt, *Guerre discriminatoire et logique des grands espaces*, Krisis, 2011.

³ De Takfir wa'l Hijra, groupe terroriste égyptien prônant un salafisme extrême, pour lequel la plupart des musulmans ont sombré dans l'apostasie et méritent en fait la mort.

⁴ La majorité des cadres et combattants de Jabhat al-Nosra al-Sham rejette la fusion et reste alors fidèle à Al-Qaida central.

Zarqawi en tête, l'Iran chiite et la Syrie « alaouite » sont les fiefs de l'apostasie. Et pourtant, l'EI et ses chefs y ont durablement été les bienvenus.

Ainsi, qu'est-ce que l'État islamique et quelle est sa logique ? Quelles influences subit-il ou quel marionnettiste l'anime-t-il – peut-être ? Comme, en ce cas, l'ordre de mission officiel tamponné et paraphé est rare, avançons en posant quatre questions successives :

- quel parcours pour les chefs de l'État islamique, d'abord son fondateur Abou Moussab al-Zarqawi ?
- que fait concrètement l'État islamique sur le terrain, pourquoi et avec quels résultats ?
- qui fréquente et aide vraiment l'État islamique, éléments probants à l'appui ?
- quels États dans la région pratiquent-ils l'infiltration-manipulation des groupes terroristes, même (surtout !) quand ils leur semblent hostiles ?

Une impossible définition

L'EI est-il un banal « groupe terroriste » ? Non : nul groupe terroriste présent ou passé n'a jamais possédé plus de chars d'assaut que l'armée française ; en outre, depuis que l'EI sévit en Irak, on y compte moins d'attentats qu'auparavant. Sur le terrain enfin, les succès de l'EI en 2014-2015 étaient clairement de nature militaire et non terroriste.

Qui plus est, l'EI opère au Moyen-Orient, où l'intangible règle régionale est que toute entité terroriste mute fatalement – et vite – en terrorisme d'État. Sans exception connue, cette règle y prédomine depuis cinquante ans. Rappelons le cas Abou Nidal (Fatah-Conseil révolutionnaire) : derrière lui, la Syrie puis la Libye ; derrière Ahmed Jibril (FPLP-Commandement général), la Syrie ; derrière l'Asala, la Syrie, de nouveau.

Le Hezbollah lui-même le prouve, comme le montre *La Guerre Iran-Irak* où Pierre Razoux⁵ expose maintes « stratégies indirectes » à base terroriste. En 1985, le roi Fahd d'Arabie fait un geste envers l'Iran : « Comme par hasard à Beyrouth, le Hezbollah relâche au même moment le consul saoudien enlevé sur place quelques mois plus tôt par la milice chiite. » La même année, M. Gorbatchev résiste, à l'inverse, aux approches de Téhéran. « Devant l'absence de réaction du Kremlin, les dirigeants iraniens décident de changer de registre. Le 30 septembre 1985, quatre diplomates soviétiques sont kidnappés à Beyrouth. » Une stratégie, ajoute Pierre Razoux, qu'appuient alors tous les dirigeants de l'Iran islamique, partisans ou pas de l'ouverture à l'Occident : « Pour les premiers, les attentats contre la France sont un moyen de contraindre Paris à la négociation, tandis que pour les seconds, ils sont destinés à punir le "petit Satan"⁶. »

Même Al-Qaida n'échappera pas longtemps à l'invincible attraction du terrorisme d'État : on sait aujourd'hui que durant son long séjour à Abbottabad (Pakistan), Oussama ben Laden vivait sous l'étroit contrôle des services spéciaux du pays et était soigné par Amir A., médecin-major d'active, installé pour plus d'aisance dans la villa voisine⁷. En

⁵ Pierre Razoux, *La Guerre Iran-Irak, 1980-1988*, Perrin, 2014.

⁶ *Ibid.*, p.

⁷ Abbottabad est l'équivalent pakistanais de Saint-Cyr-Coëtquidan et grouille bien sûr de militaires – pas vraiment l'endroit rêvé pour pratiquer une réelle clandestinité. Voir « ISI Controlled Ossama Bin Laden's Abbottabad Compound », *Press Trust of India*, 28 avril 2016 ; et Seymour Hersch, *The Killing of Osama bin Laden*, Londres et New York, Verso, 2016.

vingt-sept ans et plus, par quel miracle l'État islamique aurait-il donc pu couper à une si intangible règle ?

L'EI est-il une guérilla ? Encore moins ; contrairement aux règles les plus éprouvées de la « petite guerre », l'EI ne se replie pas après l'attaque, mais s'enracine, contrôle des territoires, affronte des armées régulières. À notre connaissance, cette stratégie est sans précédent dans la région.

L'EI, glaive du fondamentalisme sunnite ? Énorme mystère – dans une affaire qui n'en manque pas. Dans l'islam sunnite, l'autorité suprême est al-Azhar, mosquée du Caire et centre théologique à la fois. Toujours prudente et pondérée, al-Azhar condamne de loin le « terrorisme », islamiste ou pas, dans un flou étudié. En 2010, le secrétaire général de son Conseil de la recherche daigne certifier la fatwa du Dr Muhammad Tahir ul-Qadri (soufi pakistanais) qui rejette le terrorisme en général comme anti-islamique, voilà tout. Mais jamais al-Azhar – pas même l'un de ses dirigeants à titre individuel – ne prononce de nom, ne désigne d'entité, ne qualifie quiconque de « groupe apostat » – ce qui concrètement, revient à une sentence de mort. Oussama ben Laden et Al-Qaida : silence, même après le 11 septembre 2001.

Revirement brutal cependant en février 2015 : le « cheikh al-Azhar », chef suprême de l'institution, tonne contre ces « oppresseurs et corrompus qui combattent Dieu » et appelle à « crucifier et démembrer les terroristes d'ISIS ». Pourquoi ce violent verdict qu'al-Azhar évite depuis sa fondation⁸ ? Sans doute un écho du revirement saoudien, dont il sera question plus bas. Rien de plus probant.

Remarquons enfin que sur « ses » terres (son « califat »), l'administration adoptée par l'État islamique (contrôle des populations, contre-espionnage, etc.) n'a rien de religieux, comme c'est par exemple le cas en Arabie saoudite⁹, mais est à l'inverse et en tout point calquée sur le modèle baassiste-laïc du binôme quadrillage-cloisonnement.

Dans leur précieux ouvrage *Syrie : anatomie d'une guerre civile*, Gilles Dorronsoro et ses collègues ont recueilli de multiples témoignages de terrain, et ils butent constamment sur cet étrange mélange entre une superstructure intégriste-salafiste et une infrastructure typique du « socialisme arabe » : « Pratiques sécuritaires héritées du parti baassiste »... « La présence d'anciens militaires irakiens au sein de l'État islamique »... « Les mêmes méthodes que sous la dictature de Saddam »... « La vision baassiste de l'État joue un rôle central dans l'explication de l'organisation du califat »... « Le bureau de la sécurité est l'équivalent des services de renseignement de l'ancien régime irakien », etc.¹⁰.

Le contexte stratégique

De par leur rôle dans la région, les États-Unis sont les premiers concernés par l'État islamique ; à coup sûr, ceux dont le monde attend une stratégie, une contre-offensive. Or, sur la zone Irak-Syrie d'abord, puis plus tard sur l'État islamique, les États-Unis pataugent conceptuellement – et de longue date.

⁸ Le prétexte était alors la vidéo d'un pilote jordanien brûlé vif, mais l'EI avait fait pire dix fois auparavant, sans qu'al-Azhar ne s'émeuve.

⁹ Systèmes inspirés par l'administration des écoles coraniques, madrassas, etc. ; ou modèle *maktabi* prôné par le révolutionnaire-islamique iranien Ali Shariati. Cf. Xavier Raufer, *La Nébuleuse : le terrorisme du Moyen-Orient*, Fayard, 1987.

¹⁰ Adam Baczkó, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay, *Syrie : anatomie d'une guerre civile*, Éd. du CNRS, 2016.

En octobre 2011, quand l'ambassadeur américain Robert Ford va quitter Damas, il y recrute des personnalités pour un (imminent) gouvernement post-Assad. Les officiels américains croient alors détenir la formule magique du *regime change* : le « modèle libyen », selon lequel Washington supervise et fournit l'aviation ; les opérations au sol et le contrôle des insurgés étant dévolu aux forces spéciales britanniques et françaises.

Mais l'Orient est compliqué : en décembre 2014, le général Michael Nagata, commandant les forces US au Moyen-Orient, avoue qu'il « ne comprend même pas le concept » de l'EI. En septembre 2014, le président Obama, premier usager du renseignement US, qualifiait l'EI d'« équipe de réserve d'Al-Qaida¹¹ » – ce qui est une bourde grossière. L'intelligentsia américaine ne fait pas mieux que son gouvernement : de mars à août 2015, ces deux brillantes revues que sont *The New York Review of Books* et *The Atlantic* publient trois études sur l'EI¹². Fascination et petit bout de la lorgnette : on y trouve « le salafisme pour les nuls », le djihadisme gore, tout ce que dissémine sa propagande-épouvantail, le retour de l'esclavage, les combattants étrangers, etc.

En revanche, nul étonnement sur la nature et les buts de ce groupe, pas tout à fait comme les autres. Cet État islamique, à quoi sert-il et qui sert-il ? D'où vient-il vraiment ? Quelles sont ses intentions réelles ? Ces questions ne sont même pas posées.

Dans l'idée générale, les pétromonarchies du Golfe et d'abord l'Arabie saoudite appuient l'État islamique. Récemment, des commentateurs ont glosé là-dessus : l'Arabie saoudite serait un « État islamique » ayant réussi à fonder un foyer national, le wahhabisme du royaume n'étant qu'une variante d'un salafisme conçu au XIII^e siècle par Ibn Taymiyya¹³. Jusque vers 2014, cette collusion est indéniable : dans une note interne secrète du 30 décembre 2009 (publiée par Wikileaks), la secrétaire d'État Hillary Clinton dénonce le financement saoudien du terrorisme sunnite¹⁴. De fait, l'aide de Riyad aux djihadis est logique : il s'agit de combattre l'influence iranienne dans la région et d'affaiblir, voire de renverser, le pouvoir arabe chiite établi à Bagdad – une horreur pour les wahhabites. Dès 2014, l'attitude de Riyad change. En mars, l'EI est désigné comme entité terroriste – sans doute suite aux récriminations américaines et européennes. Ensuite, les choses s'enveniment, surtout après la mort du roi Abdallah, annoncée le 23 janvier 2015.

Ce changement à Riyad est vite perçu par l'État islamique qui réagit sur le front yéménite. Le 6 décembre 2015, une voiture piégée tue le général Jaafar Saad, gouverneur d'Aden et confident du président (pro-saoudien) Abd Rabbo Mansour Hadi. Le 25 décembre, Abou Bakr al-Baghdadi rompt un silence de sept mois, son message audio de vingt-quatre minutes accablant le royaume saoudien traître au salafisme et allié des « croisés ».

Dès lors, l'Arabie saoudite sévit contre l'EI : militants jetés en prison, réseaux démantelés, etc. La situation est d'autant plus délicate pour Riyad que ses théologiens sont divisés sur le sujet – immense danger pour une théocratie. Certains dont le cheikh Adel al-

¹¹ Précisément de « *Jayvee team of Al-Qaida* ». En argot sportif : *Junior Varsity team* = équipe B.

¹² « What is the Islamic State ? », *The Atlantic*, mars 2015 ; « Inside the Islamic State » et « The Mystery of ISIS », *New York Review of Books*, 9 juin et 13 août 2015.

¹³ Théologien salafiste-hanbalite ultra-rigoriste d'origine kurde, mort en 1328 à Damas (en prison).

¹⁴ "... *Donors in Saudi Arabia constitute the most significant source of funding to sunni terrorist groups worldwide... Saudi Arabia remains a critical financial support base for Al-Qaida, etc.*" (Memo – « Terrorist finance - action request for senior level engagement on terrorist finance », 30 décembre 2009, signé Clinton).

Kalbani (imam de La Mecque, premier Africain à ce poste) jugent l'État islamique vraiment salafiste et critiquent ses actes, pas sa doctrine ; d'autres, comme le cheikh Saad bin Nasser al-Shatri, conseiller personnel du roi Salman, qualifient l'EI de « bande athée pire que les juifs et les chrétiens, qui combat Dieu et son prophète et dont il faut exécuter les membres ».

On perçoit ici une faille entre Riyad et La Mecque – ce que nul pouvoir saoudien ne peut tolérer. Mais au-delà ce retrait saoudien s'est-il opéré de gré ou de force ? Riyad s'est-il éclipsé – ou fait voler les clés du camion ? Questions qui laissent béante la question des présentes complicités de l'État islamique : dans une région où tout terrorisme touche à l'État, quel acteur soutient-il désormais l'EI ? Voyons ce que révèle le terrain.

*Surprenants acteurs,
étranges pratiques*

« Abou Moussab al-Zarqawi » est le fondateur et chef de l'État islamique, toujours loué comme tel par la propagande de l'EI. Il s'agit d'Ahmad Fadhil Nazzal al-Khalayleh (né en 1966 dans le clan éponyme, de la tribu bédouine des Bani Hassan). Devenu djihadi, il prend le nom de guerre de « Abu Moussab » en hommage au parrain symbolique et modèle qu'est pour lui Moussab ben Omar, compagnon du Prophète ; et « al-Zarqawi », pour la ville jordanienne de Zarqa où il est né. Al-Zarqawi n'est pas un chevalier blanc du salafisme, plutôt un paumé à la Lee Harvey Oswald : vendeur dans un magasin de vidéo de la Jordanie profonde, voyou tatoué et alcoolique. Incarcéré dans la décennie 1980 pour toxicomanie et agression sexuelle, sa famille l'envoie se faire désintoxiquer (purification et prière) à la mosquée salafiste al-Husseïn ben Ali, d'Amman. Le succès dépasse les espoirs familiaux car vers 1988 le jeune Ahmad Fadhil fonde le groupe djihadi Jund al-Sham ; en fait, une micro-secte mortifère. Zarqawi part alors pour l'Afghanistan (après la fin du djihad antisoviétique). Il est basé à Hayatabad (près de Peshawar) à la frontière Pakistan-Afghanistan, puis à Khost (Afghanistan). Il rentre en Jordanie en 1992 où, en tant que « Afghan », le General Intelligence Directorate (GID) le suit de près. En mars 1994, il est arrêté avec un stock d'armes et condamné à quinze ans de prison, mais libéré en mars 1999 à la faveur de l'amnistie qui suit le décès du roi Hussein et l'avènement du nouveau roi.

Déjà réputé agent provocateur et assassin à gages, Abou Moussab al-Zarqawi repart pour l'Afghanistan avec des fidèles. À son arrivée, il est basé près de Kaboul, dans un secteur contrôlé par l'émir Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti pachtoune tribal-islamiste Hezb-i-Islami, son protecteur de ces années-là¹⁵. En 2000, Zarqawi se fixe à Herat, ville-frontière de l'Iran, grouillante d'agents de tout type, où sa bande se forme au terrorisme.

Surviennent les attaques du 11 septembre 2001. Le 8 octobre, les États-Unis commencent à purger l'Afghanistan de ses talibans et autres terroristes. Devant l'offensive, les moudjahidine étrangers fuient vers le Pakistan. Pas al-Zarqawi, qui se réfugie avec trois

¹⁵ Ex-Premier ministre afghan farouchement sunnite, G. Hekmatyar fuit Kaboul à l'arrivée des talibans en septembre 1996 et se réfugie en Iran de 1997 à 2002, puis rentre discrètement en Afghanistan. Depuis lors, ses appels publics trahissent un alignement pro-iranien : fin juin 2006 (Associated Press-Peshawar) il rend hommage à Abou Moussab al-Zarqawi (tout juste éliminé) et appelle à chasser les Américains d'Afghanistan et d'Irak. En juillet 2015, Hekmatyar appuie l'EI qui surgit en Afghanistan, contre les talibans.

cents de ses hommes... en Iran (pays des « apostats chiïtes » pour les salafistes). Il y vit jusqu'au printemps 2002, toujours protégé par Gulbuddin Hekmatyar.

En Iran, il est repéré à Zahedan, Ispahan et Téhéran. Des transfuges font aussi état d'un camp d'entraînement proche de Mehran. La branche « opérations spéciales » des Gardiens de la révolution iraniens (« Ddivision al-Qods » des pasdarans) lui fournit armes, uniformes et matériel, apprend à l'époque le GID jordanien.

Initiative personnelle ? Commande de Hekmatyar ou de l'Iran ? Zarqawi s'essaie alors au terrorisme international. En avril 2002, les services spéciaux allemands démantèlent une de ses cellules qui préparait des attentats anti-juifs. Les médias allemands publient alors des informations précises : pseudonymes, adresses, numéros de téléphone et de fax. Devant les hauts cris de Berlin, les autorités iraniennes arrêtent Zarqawi et ses complices. Évacués vers la Syrie puis la frontière kurde Irak-Iran, ils y attendent l'invasion américaine. Notons ce séjour en Syrie, aux mains (pour les salafistes) d'hérétiques « alaouites », pires, même, que les chiïtes. Qui l'héberge ? Pourquoi ? En échange de quoi ? À ce jour, ce mélange des genres n'a pas vraiment intrigué grand monde.

Du déclin à la montée en puissance

D'emblée une étrangeté énorme, absente des écrits sur l'État islamique. Abou Bakr « al-Baghdadi » (l'originnaire de Bagdad) n'est pas le premier émir de l'EI à porter ce nom de guerre. Le précédent se nomme Abou Omar al-Baghdadi, premier chef d'une entité alors nommée « État islamique d'Irak », officiellement créée en octobre 2006 par le successeur de Zarqawi¹⁶.

Ce Hamid Daoud Muhammad Khalil al-Zawi dit « Abou Omar al-Baghdadi », (1947-2010) est un général de la fort laïque police de Saddam Hussein – curieux pedigree pour un émir salafiste. Or quand ce Baghdadi-là est éliminé près de Tikrit en juin 2010, la presse irakienne (qui sait de quoi elle parle...) qualifie, unanime, « l'État islamique en Irak » de « groupuscule ». Le même mois, le général Stanley McChrystal, chef du Joint Special Operations Command américain en Irak, constate que l'EI agonise, son état-major ayant perdu trente-quatre de ses quarante-deux membres et étant coupé de sa centrale d'Al-Qaida, terrée aux confins pakistano-afghans.

Or, trois ans plus tard (avril 2013), la bande sanguinaire armée de bric et de broc mute en *Dawla al-Islamiyya fi'il Iraq wa'l Sham* (État islamique en Irak et au Levant). De janvier 2014 (prise de Falloudjah) à juin 2014 (entrée dans Mossoul), cet « État » conquiert, avec ses centaines de blindés pris sur l'armée irakienne en déroute, le tiers nord de l'Irak – plus de 150 000 km². Désormais exclu d'Al-Qaida, l'ex-« groupuscule » est alors – selon des experts militaires – « capable d'encercler ou d'isoler les unités ennemies, de désorganiser les états-majors et l'approvisionnement ennemi ». Il sait « monter des attaques coordonnées et simultanées » et ses capacités anti-aériennes sont « sérieuses » (hélicoptères abattus en vol). Le groupuscule dispose même de drones et de canonniers sur les fleuves. Ses chaînes de commandement sont efficaces, tout comme ses commandos

¹⁶ Zarqawi tué à Baqouba le 7 juin 2006 par une frappe américaine, Abou Ayoub al-Masri, dit « Abou Hamza al-Mouhajir », proche de Zarqawi depuis 2003, prend la tête d'Al-Qaida en Irak. Pour « irakiser » la rébellion, il crée en octobre 2006 un « État islamique en Irak » qui rassemble des guérillas locales et en confie l'émirat à Abou Omar al-Baghdadi. Tous deux sont éliminés le 18 avril 2010 près de Tikrit, lors d'une opération militaire.

et son renseignement (infiltration, recrutement, pénétrations, assassinats et attentats). Il dispose de stocks énormes d'armes et de munitions.

On notera en regard que les États-Unis, en dépit de leurs énormes moyens, ont invariablement échoué à bâtir des semblants d'armées nationales crédibles... Comment expliquer ce miracle ? Comment rendre compte de la subite mutation du groupuscule en armée de conquête ?

Qui dirige ?

Au premier semestre 2014, cette conquête du nord de l'Irak abasourdit le monde. Le ci-devant « groupuscule » a muté sans que nul ne s'en avise – sauf ceux qui ont poussé à la roue et ne vont bien sûr pas s'en vanter. Les États-Unis, les Européens et les États de la Péninsule arabe et du Golfe, pourtant directement menacés, n'ont rien vu venir.

Par la suite, les puissances actives dans la région ont quand même voulu en savoir plus sur ce mutant. Leurs efforts ont fini par produire une radiographie floue, mais exploitable, de l'État islamique. Or cette radiographie diffère tellement de ce que croyaient savoir les États concernés ou les médias, ce qui remonte du terrain est si incroyable que le déni prédomine, tous restant cramponnés aux vieux clichés et nul, à ce jour, n'intégrant ces inquiétantes découvertes dans sa stratégie.

Le constat qui remonte du terrain est le suivant : comme tout appareil politico-militaire, celui de l'EI ressemble à une pyramide, les moudjahidine à la base, les émirs au sommet, vers la pointe. Or un minutieux travail d'identification, le *Who's Who* des chefs réels de l'EI (entrepris à Bagdad et par la coalition anti-EI) révèle qu'à la tête de cette entité sunnite fanatique, *il n'y a pas d'islamistes*.

Deux préalables avant de poursuivre :

– On sait ce qu'est un émir (chef de guerre) islamiste : il a passé des années à guerroyer sur les fronts du djihad, en Afghanistan, en Somalie ou ailleurs ; ses exploits, ses prêches sont colportés sur Internet, vidéos, forums, etc. S'il est d'âge mûr, ses enfances, son engagement, son entrée dans la guerre sainte, toute cette hagiographie est sans mystère : la jeunesse dans le péché, la conversion, la montée au djihad – en attendant le martyre final.

– S'ils sont incapables encore de prédire, les énormes dispositifs électroniques déployés au Moyen-Orient reconstituent quand même en quelques mois l'organigramme fiable d'un appareil militaire. On finit par y voir les chaînes de commandement ; ce qui monte de la base et redescend vers elle fournit le schéma de la pyramide ci-dessus évoquée.

Or combiner ces deux ensembles d'informations montre que la direction de l'État islamique est l'apanage d'anciens officiers de l'armée irakienne et cadres du parti Baas. Ont ainsi été identifiés, comme cadres de l'EI, plus de cent cinquante officiers de Saddam Hussein, en charge du renseignement, des arsenaux et des « programmes spéciaux » (armes chimiques, etc.).

Rappelons encore que, marqués par le baassisme « socialiste » des origines, l'armée et le parti de Saddam Hussein étaient de fort paperassières et paranoïaques bureaucraties, conservant sur ses cadres d'épais dossiers, façon Stasi, dont la plupart ont survécu à la guerre du printemps 2003.

Analysées par des experts officiels, ces archives livrent ceci : au sommet de l'EI, les chefs militaires, ou chargés du renseignement et d'autres fonctions techniques (logistique, etc.), sont tous issus de l'armée irakienne ou du parti Baas ; ce qu'on lit dans leur dossier sur leur carrière pré-EI les révèle laïcs ou agnostiques, vivant à l'occidentale. Sur les photos,

leurs épouses sont tête nue. Beaucoup étaient proches d'Oudaï, l'un des deux fils de Saddam. Enfin, leurs fonctions dans l'armée et le parti étaient telles que si les tatillons contrôles auxquels ils étaient constamment soumis les avaient révélés, non pas même salafistes mais simplement pratiquants, ils n'auraient pas fait de vieux os à leurs postes.

De la défaite de 2003 à l'année 2009, ces militaires-résistants connaissent les prisons et les camps de l'armée américaine d'occupation. Abou Ghraïb, Camp Bucca¹⁷, et la méconnue mais cruciale prison Tasfirat de Tikrit¹⁸. Là, ils approchent ces intégristes d'Al-Qaida que naguère ils combattaient ou fuyaient comme la peste. Or au Moyen-Orient plus qu'ailleurs encore, l'ennemi de mon ennemi devient aisément mon ami.

Ces cadres du Baas ou officiers de Saddam dirigent depuis 2014 l'État islamique. Ont-ils tous ensemble été touchés par la grâce, en une miraculeuse et collective conversion ? Ou bien sont-ce des mercenaires, hier stipendiés par les pétromonarchies et désormais... (nous abordons plus bas ce crucial sujet). Comme il serait trop long (et fastidieux) d'en faire la nomenclature, contentons-nous d'évoquer ici les mieux identifiés :

al-Alwani Walid Jassem, dit « Abou Ahmad », ex-officier irakien, membre du Conseil militaire (*majlis al-Askari*) de l'EI (sans doute tué par une frappe aérienne fin 2014),

al-Hiyali Fadel Ahmed Abdullah, dit « Abou Muslim al-Turkmani » ou « Abou Mutazz al-Quraishi », membre du Conseil militaire, officier des forces spéciales de l'armée irakienne et colonel du SR militaire de Saddam¹⁹.

Najem Fadel Adnan Ismaïl « Abou Abderrahman al-Bilawi », de l'immense tribu bédouine des Dulaïmi, officier de la garde présidentielle de Saddam ; fuit en juillet 2013 Abou Ghraïb, rejoint le Conseil militaire et meurt en juin 2014 devant Mossoul.

al-Sweidawi Adnan Latif Hamid « Abou Abdul Salem » et aussi « Abou Ayman al-Iraqi », colonel de l'armée de Saddam, membre du Conseil militaire (tué en 2014).

Et encore « Abou Ali al-Anbari » (nom inconnu), ex-major-général de l'armée de Saddam, chef des opérations militaires en Syrie ; Taher Tawfiq al-Ani, ex-colonel irakien²⁰, et bien d'autres.

Dans ces états-majors et directions, où sont finalement les islamistes « canal historique » ? Nulle part. Étrange pour un califat ultra-sunnite.

Irak : que fait concrètement l'EI

Voyons maintenant ce qu'a réellement fait l'EI en Irak, puis en Syrie et quelles ont été les conséquences réelles de ses actions.

D'abord ceci : les Arabes irakiens chiites sont en grande majorité restés fidèles à Saddam durant la guerre Irak-Iran. Sentimentalement, ils révèrent sans doute le chiisme perse et ses lieux saints, mais politiquement ils rechignent au côté « aide fraternelle » de

¹⁷ Camp militaire, proche de la ville irakienne d'Oumm Qasr. Là, des années durant, l'armée d'occupation américaine a entretenu (involontairement, espérons-le) une efficace « couveuse à terroristes ».

¹⁸ En septembre 2012, une attaque sophistiquée de ce qui se nomme alors Al-Qaida en Irak libère une centaine des rebelles détenus dans cette prison. Nombre d'entre eux deviendront sept mois plus tard des cadres de l'État islamique, lors de sa fondation.

¹⁹ Il aurait été tué près de Mossoul, au nord de l'Irak, par une attaque de drone, le 18 août 2015 (d'après l'agence Reuters, « La Maison Blanche confirme la mort du numéro deux de l'État islamique », 21 août 2015).

²⁰ Durant les débuts chaotiques de l'occupation américaine, Tawfiq al-Ani s'est emparé d'énormes quantités d'armes et de munitions, ensuite livrées à l'EI.

Téhéran, qui rappelle parfois trop celle de l'Union soviétique à la Pologne, lors de la guerre froide... Voilà l'ambiance dans laquelle l'autorité suprême des chiites irakiens, l'ayatollah Muhammad Bakr al-Hakim, chef du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, rentre de son exil iranien pour la ville sainte chiite irakienne de Najaf. On l'attendait vent debout contre l'occupation américaine : or le voilà conciliant, prêt même à une coopération limitée avec l'occupant.

Suivons maintenant Zarqawi, arrivé en Irak (par le Kurdistan) début 2003. L'invasion du pays s'achève le 9 avril 2003. Le 1^{er} mai, sous la fière banderole « *Mission accomplished* » ornant le porte-avions Abraham Lincoln, le président G. W. Bush déclare : « Nos forces et celles de nos alliés l'ont emporté en Irak. » Cent onze jours après, Zarqawi frappe : le 19 août 2003 à 17 h 30, un camion piégé détruit le siège de l'ONU à Bagdad, tuant ses vingt-deux occupants, dont l'envoyé spécial Sergio Vieira De Mello. L'explosion s'entend à vingt kilomètres à la ronde.

Présage : le 7 août, une voiture piégée ravageait l'ambassade de Jordanie (14 morts). Ces attentats ont alors abasourdi les services de renseignement actifs à Bagdad, qui ne les avaient en rien vu venir. Résultat : l'Irak se fige, les entreprises et organismes internationaux fuient ou sont tétanisés ; reconstruire, retrouver une vie normale devient impossible. L'Irak entre dans un chaos qui perdure en 2016.

Le 29 août 2003, Zarqawi passe à la terreur anti-chiite. À Najaf, Mouhammad Bakr al-Hakim est pulvérisé avec une centaine de fidèles par une méga-bombe. L'attentat est revendiqué par Zarqawi, mais des experts flairent une action spéciale sous couverture djihadie. Pire encore, le 22 février 2006 : un énorme attentat ravage (dôme effondré, etc.) la mosquée Askariyya de Samarra, où reposent deux des douze imams chiites : Ali al-Naqi (dixième imam) et Hassan al-Askari (onzième)²¹.

Cette dernière provocation de Zarqawi (après bien d'autres en 2004 et 2005) déclenche une guerre civile sunnites-chiites ; par milliers, des fidèles des deux camps sont assassinés. Cela jette les Arabes chiites irakiens dans les bras de l'Iran ; ils doivent désormais mendier aide et protection au « grand frère » ; l'Irak chiite devient vassal de Téhéran. Dès lors, à Bagdad, le général iranien Qassem Suleimani a voix au chapitre et rang de proconsul²².

Le *surge* américain déferle sur l'Irak de 2007 à 2009 – 170 000 GI's au combat ; coût : cent milliards de dollars par an – mais ce sursaut est futile. Le 18 décembre 2011, la dernière unité opérationnelle de l'armée US quitte l'Irak.

Syrie : que fait concrètement l'EI

La guerre civile syrienne commence à bas bruit au printemps 2011, quand une « Armée syrienne libre » se lance à la conquête de « zones libérées ». Puis se constitue une branche syrienne d'Al-Qaida, du nom de Jabhat (Front) al-Nosra.

Venues de la province d'al-Anbar (Irak), des *kataeb* de l'État islamique entrent fin 2011 en Syrie. Pour y combattre leur bête noire, l'« alaouite » Bachar el-Assad, allié fidèle de l'Iran chiite ? Non : à peine en Syrie, l'EI se rue sur l'Armée syrienne libre et Jabhat al-Nosra,

²¹ Érigée en 944 de notre ère, la mosquée a reçu son dôme doré en 1905, cadeau du shah d'Iran de l'époque. Selon les témoins, les destructeurs de la mosquée portent les uniformes du ministère irakien de l'Intérieur.

²² Le très redouté général Suleimani commande la « force Al-Qods », unité des pasdarans iraniens en charge des opérations spéciales en Syrie, au Liban et en Irak.

et sous de fumeux prétextes religieux, occupe leurs positions, égorge leurs chefs, massacre leurs miliciens refusant l'allégeance au califat.

Comme en Irak, le comportement de l'EI est tel qu'à comparer Bachar devient présentable. Sur les talons de l'EI, voilà le général Suleimani en Syrie ; peu après, des miliciens chiïtes, Hezbollah en tête, secourent le régime syrien. À leur tour, les milices kurdes attaquent l'EI, soulageant d'autant Damas.

En février 2014, à Alep, Abou Khaled al-Suri, chef syrien de la coalition Ahrar al-Cham plus Jabhat al-Nosra, meurt dans un attentat-suicide de l'EI. Cette sanglante guerre entre entités islamistes fait des milliers de morts ; repliée pendant ce temps sur la « Syrie utile », l'armée syrienne compte les points. En août 2015, al-Nosra fuit le nord de la Syrie, suite à une vague d'attentats-suicides de l'EI (40 morts). Début septembre, l'EI combat des rebelles pro-américains en périphérie de Damas – ainsi de suite.

De 2003 à ce jour, d'Abou Moussab al-Zarqawi à Abou Bakr al-Baghdadi, voici donc comment opère l'État islamique en Irak et en Syrie, pour quelles conséquences concrètes.

La stratégie indirecte, reine des batailles au Moyen-Orient

Avant d'observer les acteurs locaux, voyons comment se composent, recomposent et décomposent les bandes armées actives sur le terrain – un kaléidoscopique mercenariat qui aujourd'hui ébahit les dirigeants européens et américains, mais fut longtemps pratiqué en Europe, des grandes compagnies médiévales aux lansquenets des guerres de Religion.

En un système guerrier proche du *mercato* du football et de but en blanc, de louches *kataeb* changent d'allégeance, de camp ou d'activités (de la guérilla au pillage ou l'inverse) – quand elles ne cumulent pas le tout. Récent exemple : à l'automne 2015, une *katiba* de l'État islamique active à Mossoul apprend que la solde de la troupe tombe de quatre cents à deux cents dollars par mois : sur-le-champ, elle déserte et rejoint Jabhat al-Nosra, qui bénéficie encore des largesses pétromonarchiques et paie toujours « à l'ancienne ».

Des observateurs fiables de ces pratiques régionales affirment que de tels transferts adviennent chaque semaine. Et dans l'État islamique même, pour ne pas parler de bandes plus chaotiques encore, nombre de commandants locaux déclarent deux cent cinquante combattants, mais n'en ont que la moitié et empochent les soldes fictives.

Soldats fantômes, évanescences bandes armées, *kataeb* aux enchères : comment les dirigeants européens, notamment français, peuvent-ils ainsi discriminer entre « gentils » anti-Assad (que l'on arme) et « méchants » islamistes de l'État islamique (que l'on bombarde) – alors que ces bandes passent à tout bout de champ d'un camp à l'autre, par simple logique pécuniaire ?

Quand ce n'est pas pire. Fin 2015, Abou Fatima al-Tounsi, émir de Deir Ez-Zor, disparaît avec toute la solde de ses moudjahidine, leur laissant sur Twitter le testament suivant : « Quel État ? Quel califat ? Bande de crétins²³... »

La longue expérience de Téhéran

Dès juin 2006, des indications précises sur la stratégie irakienne de l'Iran sont révélées par *The Atlantic*. Selon un officier de renseignement d'un pays voisin de l'Irak : « Les

²³ « ISIS falls prey to “ghost armies” who fight on both sides of the battleground », *Financial Times*, 21 décembre 2015.

Iraniens ont une stratégie. Ils veulent contrôler l'Irak. Ils aident donc Zarqawi tactiquement et non stratégiquement. Ils lui ont donné des armes, des uniformes, du matériel militaire, du temps d'« Ansar al-Islam »²⁴. » Maintenant (2006), ils le laissent faire et Al-Qaida aussi. La guerre de l'Iran [en Irak] vise les États-Unis ; ils élimineront Zarqawi et sa bande quand les Américains seront partis²⁵. »

En 2006, le Joint Special Operations Command américain en Irak signale aussi qu'Al-Qaida en Irak et les forces spéciales des pasdarans coopèrent en secret. Il s'agit d'amplifier le chaos en Irak, pour en chasser les Américains.

En septembre 2013, le *New Yorker* consacre une étude au général Suleimani ; on y lit ceci : « Au début de la guerre [d'Irak], Suleimani a poussé le chef des services spéciaux syriens à faciliter le passage des salafistes par la Syrie, pour combattre les Américains [en Irak]. Al-Qaida a aussi joui d'une certaine liberté en Iran. Les dirigeants kurdes affirment que l'objectif de Suleimani a toujours été de diviser les partis irakiens, pour que ce pays demeure faible et instable²⁶. » Comme on voit, l'inimitié supposée inexpiable entre sunnites et chiites admet des exceptions.

Toutes ces données occidentales sont confirmées par la tête même de l'État islamique. Le 11 mai 2014, Abou Mohammad al-Adnani al-Shami, fondateur et porte-parole de l'EI, publie une diatribe audio à l'intention de « cheikh Ayman al-Zawahiri, émir d'Al-Qaida » – en fait, un acte de rupture intitulé « Nos excuses, émir d'Al-Qaida ». Adnani y reproche amèrement à Zawahiri d'avoir forcé l'EI à épargner l'Iran chiite « pour protéger ses intérêts et sa logistique en Iran. De cela, l'Iran est redevable à Al-Qaida²⁷ ».

Les virtuoses de Damas

La scène ci-après décrite serait restée secrète sans Wikileaks, qui, fin novembre 2010, publie plus de 250 000 dépêches diplomatiques du Département d'État²⁸. Ce 18 février 2010, Daniel Benjamin, coordinateur du Département d'État pour l'antiterrorisme, rencontre à Damas Faysal al-Miqdad, vice-ministre syrien des Affaires étrangères, avec l'ambassadeur syrien à Washington.

Surprise : Ali Mamlouk, le discret directeur général du renseignement syrien est présent. Côté syrien, on souligne que la présence de M. Mamlouk à la réunion est sans précédent. Il est là sur ordre de Bachar el-Assad, qui veut se rapprocher du président Obama. Le général Mamlouk vante le savoir-faire antiterroriste de la Syrie, qui combat les Frères musulmans depuis trente ans. Mais Damas n'imite pas Washington : « D'usage, nous ne les attaquons pas, nous ne les tuons pas directement, dit Ali Mamlouk. Nous les infiltrons d'abord (un processus "complexe" souligne le général) et n'agissons ensuite qu'au moment propice. »

²⁴ D'abord Jund al-Islam puis Ansar al-Islam. Bande armée arabo-kurde active vers 2000-2002 aux confins du Kurdistan irako-iranien. Formée de vétérans du djihad afghan, ce groupe salafiste combat l'Irak de Saddam Hussein – donc est aidé par l'Iran. En 2002, le groupe Tawhid de Zarqawi est actif au sein d'Ansar al-Islam. Par la suite, les survivants de ce dernier groupe rejoignent Al-Qaida en Irak, puis l'État islamique d'Irak.

²⁵ « The Short, Violent Life of Abu Musab al-Zarqawi », *The Atlantic*, juillet 2006.

²⁶ « The Shadow Commander », *The New Yorker*, 30 septembre 2013.

²⁷ <https://pietervanostaeyen.wordpress.com/2014/05/12/new-audio-message-by-isis-shaykh-abu-muhammad-al-adnani-as-shami-apologies-amir-al-qaida>.

²⁸ Ministère des Affaires étrangères des États-Unis. Cf. sources de l'étude.

Toujours enlisés en Irak, les États-Unis y souffrent de l'infiltration de guerriers étrangers ? Que Washington laisse faire Damas, propose Ali Mamlouk, qui dit en savoir long sur les takfiris. « Notre expérience est grande. Nous les connaissons. Nous sommes sur notre terrain. Laissez-nous diriger la manœuvre », au profit des deux partenaires. « Bien sûr, conclut-il. Nous aimerions sortir de la liste des pays soutenant le terrorisme ; il nous faut aussi des pièces détachées pour notre aviation... Mais ces requêtes sont fort modestes. »

Bref : aidez-nous à vous aider. Aimable proposition certes – et menace subliminale car qui peut *vraiment* dire où finit l'infiltration et où débute la manipulation ? Et quoi de plus aisé que d'éliminer un péril qu'on a soi-même d'abord suscité ? Au printemps suivant, la guerre civile éclate en Syrie ; l'ambassadeur américain quitte Damas en octobre 2011 – l'affaire reste sans suite, mais constitue un frappant révélateur de la stratégie indirecte syrienne²⁹, ou d'ailleurs iranienne, dans la région. Relatons donc des cas concrets de cette méthode Mamlouk.

– En septembre 2007, un commando américain élimine « Abou Muthanna al-Ansari », chef de l'organisation du « Sinjar », nom d'un bourg irakien de la province de Ninive, voisine de la Syrie. Dans l'opération, ces commandos raflent les archives (printemps 2006-été 2007) du dispositif Irak-Syrie d'Abou Muthanna. Un trésor : livres de comptes détaillés, états logistiques et administratifs et fiches personnelles de 576 djihadis étrangers transitant vers l'Irak – dont 212 pour « opérations-suicides ». Toute la bureaucratie « import-export » et « ressources humaines » d'Al-Qaida : infiltrations-exfiltrations, collecte d'argent, contrebande, etc.³⁰. Ces documents montrent qu'ont traversé la Syrie, au vu et su des services spéciaux du pays : 237 Saoudiens, 111 Libyens, 46 Syriens, 44 Yéménites, 41 Algériens, 36 Marocains, 11 Jordaniens, etc.

– Le 20 octobre 2008, dans la ville-frontière syrienne d'Abou Kamal, une équipe du Joint Special Operation Command américain venue d'Irak élimine « Abou Ghadiyah », cadre d'Al-Qaida en Irak. De son nom Badran Turki Hisham al-Mazidih, Irakien de Mossoul nommé à ce poste par Zarqawi lui-même, il dirige depuis 2004 la logistique transfrontalière d'Al-Qaida. Depuis la Syrie (supposée traquer les djihadis), son appareil logistique fournit à Zarqawi, puis à son successeur Abou Ayoub al-Masri, argent, armes, hommes, faux papiers, guides, planques, etc. Or, là aussi, des documents révèlent les étroits liens d'Abou Ghadiyah avec Assef Shawkat, alors patron du SR militaire syrien et beau-frère de Bachar el-Assad³¹.

– Récemment, ce troublant témoignage de Mohamed Qassim, opposant modéré au régime de Damas, naguère procureur de la ville syrienne de Tadmour. En avril 2015, ce magistrat pondéré voit l'armée syrienne quitter sa ville, conquise peu après par l'EI. But du repli stratégique : mettre l'EI au contact frontal des rebelles de Jaish al-Islam (Armée de l'islam) dans la région voisine de Qalamoun, pour que l'EI puisse l'anéantir³².

²⁹ Ce, de longue date : Hafez al-Assad, père de Bachar, n'a rien fait d'autre durant toute la guerre civile du Liban (1975-1990).

³⁰. « *Treasury designates members of Abu Ghadiya's network facilitates flow of terrorists, weapons and money from Syria to al-Qaida in Irak* » (US Department of the Treasury, 28 février 2008).

³¹ Assef Shawkat a épousé la sœur de Bachar. L'homme est déjà divorcé..., l'histoire n'enchanté pas les Assad. En juillet 2012 (il est alors vice-ministre de la défense), il meurt à Damas dans un attentat à la voiture piégée.

³² M. Qassim fuit en Turquie à la fin 2015. « Former Syria Official Tells of Collusion between Assad, Russia, Daesch Terrorists », *Sabah/Anadolu Agency*, 15 février 2016.

Qui mène la danse ?

L'État islamique est clairement une armée mercenaire. Ce n'est ni une rébellion ni une guérilla – moins encore un groupe terroriste. Mais est-on mercenaire à son propre service ? Non, bien sûr. D'où cette question fondamentale : au service de qui est aujourd'hui l'EI ? Ou, plutôt, comme la région résiste aux analyses simplistes, qui sait « influencer » cette machine dans le sens de ses intérêts propres et qui est en mesure de le faire ?

Sur ce point, le royaume d'Arabie saoudite est désormais sur la touche – ou s'est fait voler son *pitbull* – et les autres pétro-monarchies du Golfe sont incapables de conduire des opérations si lourdes, longues et complexes. Qui d'autre alors, dans la région ? Qui pourrait ? Qui saurait ? Car de telles meurtrières stratégies indirectes sont complexes à monter et, plus encore, à conduire avec doigté.

Il reste la République islamique d'Iran parmi les candidats plausibles. Constatons d'abord qu'elle a une longue et riche pratique des stratégies indirectes à vocation terroriste :

- Lors des attentats de Paris en 1985-1986 (13 morts, 300 blessés), le Tunisien sunnite Fouad Ali Saleh avait été recruté et formé par les services spéciaux iraniens.

- Dans la décennie 1990, le renseignement militaire d'Ankara suscite un Hezbollah turc, en fait un gang kurde de Turquie, pour éliminer les cadres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Or, ensuite, les services spéciaux iraniens volent aux Turcs le contrôle de ce Hezbollah local et l'utilisent pour tuer des dizaines d'opposants à Téhéran, en Turquie ou alentours. L'affaire fit grand bruit ; il y eut des procès en Turquie, nombre de documents existent sur cette peu glorieuse affaire ; eux aussi accessibles.

Observons maintenant les États de cet arc chiite étendu de l'Iran au Sud-Liban en passant par l'Irak et la Syrie. Tous rêvent, bien sûr, de disqualifier le wahhabisme-salafisme. Certains disposent de gros moyens et d'opérateurs subtils, pratiquant de longue date la stratégie indirecte. Or pour qui dirige les pays de cet arc, l'État islamique est un rêve de propagande et de communication : fracas médiatique... égorgements... bûchers... viols d'esclaves... délires iconoclastes... Quoi de mieux pour horrifier la planète, musulmans inclus ? Et l'EI éliminé, qui osera encore prôner le salafisme dans les décennies à venir ?

... Quitte à agrémenter soi-même, discrètement, l'idéologie salafi-jihadie. Mustafa Setmariam Nasar, dit Abu Musab al-Suri (« le syrien ») est l'idéologue du néo-jihad, dont ce dissident d'al-Qaïda a écrit en 2004 la bible intitulée, en anglais, « *Call for worldwide islamic resistance* », la matrice opérationnelle des opérations à l'étranger de l'Etat islamique... Mais où al-Suri a-t-il écrit son ouvrage ? « En 2004, en Iran où il était alors réfugié ». cf. Ahmed Rashid *New York review of Books*, 24/11/2016 « Seeing the despair of jihad ».

Ce n'est pas tout. Le grand protagoniste du jeu moyen-oriental, ce sont, bien entendu, les États-Unis. Leur action poursuivait deux buts pour s'extraire des funestes années Bush. En Syrie, créer une opposition « modérée » à Bachar el-Assad, conduisant au changement de régime à Damas. En Irak, susciter un gouvernement dépassant la guerre confessionnelle sunnites-chiïtes.

Or qui a totalement balayé ces deux projets, dont la seule mention rétrospectivement fait sourire, sinon l'État islamique ? Et quelle option restait-il dès lors à la Maison Blanche pour éviter l'échec et mat régional ? Emprunter le chemin de Téhéran, capitale de l'empire qui inventa jadis le jeu d'échecs.

Nous savons qu'au Moyen-Orient le terrorisme d'État a pour intangible but d'appeler l'adversaire du moment à négocier ou à évoluer ; que ce terrorisme-là ne vise ni à la punition ni à la vengeance. Dès lors qu'un attentat émane du Moyen-Orient, tout pays victime doit donc très vite s'interroger : sur quels pieds ai-je marché par inadvertance ? Quelle faute ai-je étourdiment commise ? Quel est le message ? Qui peut m'expliquer ? Car, bien sûr, de telles missives terroristes n'ont jamais d'adresse de retour – porté dans le noir, un coup est bien plus effrayant encore.

Ne serait-il pas temps de se livrer à ce travail de déchiffrement, non pour capituler bien sûr, mais pour *comprendre* ? Scruter de près les « influences » subies par les divers Abou successifs à la tête de l'EI, serait probablement la voie la plus sûre pour éclairer le présent et l'avenir du terrorisme islamiste, au Moyen-Orient certes, mais avant tout en Europe.

Une quête dont l'objet ne semble pas totalement futile.

Xavier Raufer.